



Quand un colonialisme en cache un autre

Par [Bruno Guigue](#)

Mondialisation.ca, 05 novembre 2018

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Histoire et Géopolitique](#), [Services de renseignements](#)

Que les enfants yéménites meurent de faim par milliers, que les Palestiniens tombent sous les balles de l'occupant, que la Syrie soit un champ de ruines et la Libye plongée dans le chaos, tout cela ne nous émeut guère. On manifeste, on fait grève, on proteste ? Pas vraiment. Ni manifestations significatives, ni débats dignes de ce nom. Le crime néocolonial passe comme une lettre à la poste. Et pourtant, si nous subissions ce que nos gouvernements infligent à des peuples qui ne nous ont rien fait, que dirions-nous ? Si une alliance criminelle nous condamnait à mourir de faim ou du choléra, comme au Yémen ? Si une armée d'occupation abattait notre jeunesse parce qu'elle ose protester, comme en Palestine ? Si des puissances étrangères armaient des milices pour détruire notre république, comme en Syrie ? Si une coalition étrangère avait bombardé nos villes et assassiné nos dirigeants, comme en Libye ?

La tendance des pays dits civilisés à jeter un voile pudique sur leurs propres turpitudes n'est pas nouvelle. Propre sur lui, le démocrate occidental voit plus facilement la paille dans l'œil du voisin que la poutre qui loge dans le sien. De droite, de gauche ou du centre, il vit dans un monde idéal, un univers heureux où il a toujours la conscience de son côté. Sarkozy a détruit la Libye, Hollande la Syrie, Macron le Yémen, mais il n'y aura jamais de tribunal international pour les juger. Mesurés à l'aune de notre belle démocratie, ces massacres ne sont que des broutilles. Un égarement passager, à la rigueur, mais l'intention était bonne. Comment des démocraties pourraient-elles vouloir autre chose que le bonheur de tous ? Surtout destiné à l'électeur moyen, le discours officiel des Occidentaux traduit toujours l'assurance inébranlable d'appartenir au camp du bien. "Vous souffrez de l'oppression, de la dictature, de l'obscurantisme ? Ne vous inquiétez pas, on vous envoie les bombardiers !".

Il arrive toutefois qu'au détour d'une phrase, dans le secret des négociations internationales, un coin de voile soit levé, subrepticement. On assiste alors à une forme d'aveu, et voilà qu'un margoulin confesse le crime en esquissant un sourire narquois. En 2013, au moment où la France intervient au Sahel, Laurent Fabius, ministre français des affaires étrangères, appelle son homologue russe pour obtenir l'appui de la Russie à l'ONU. Lavrov s'étonne alors de cette initiative française contre des djihadistes que Paris avait soutenus lors de l'intervention en Libye, en 2011 : "C'est la vie !", lui rétorque le ministre français. Semer la terreur pour abattre un Etat souverain ? C'est "la vie" selon Fabius. Mais que ce criminel se rassure : aucun juge ne lui demandera des comptes. La Cour pénale internationale (CPI) est une Cour pour les indigènes : c'est réservé aux Africains. Les gens comme Fabius ont l'art de passer entre les gouttes.

Abreuvés d'un discours qui leur dit que leur pays est toujours du bon côté, les Français

semblent à des années-lumière du chaos que contribuent à bâtir leurs propres dirigeants. Les problèmes du monde ne les affectent que lorsque des hordes de miséreux se pressent aux portes, et ils sont nombreux à accorder leurs suffrages – comme beaucoup d’Européens – à ceux qui prétendent leur épargner cette invasion. Bien entendu, cette défense d’un “chez soi” devrait logiquement s’accompagner du refus de l’ingérence chez les autres : que vaudrait un patriotisme qui autoriserait le fort à s’ingérer dans les affaires du faible ? Or l’expérience montre que ces “patriotes” sont rarement à la pointe du combat pour l’indépendance nationale en dehors du monde prétendument civilisé. Quels partis de droite européens, par exemple, soutiennent le droit des Palestiniens à l’autodétermination nationale ? Manifestement, ils ne se précipitent pas pour honorer leurs propres principes.

Mais ce n’est pas tout. On peut même se demander si ces prétendus patriotes le sont vraiment pour eux-mêmes : combien d’entre eux, en effet, sont-ils favorables à la sortie de leur propre pays de l’OTAN, cette machine à embrigader les nations européennes ? Comme pour la question précédente, la réponse est claire : aucun. Ces “nationalistes” font le procès de l’Union européenne pour sa politique migratoire, mais c’est le seul morceau de leur répertoire patriotique, véritable disque rayé aux accents monocordes. Ils gonflent les muscles face aux migrants, mais ils sont beaucoup moins virils face aux USA, aux banques et aux multinationales. S’ils prenaient leur souveraineté au sérieux, ils s’interrogeraient sur leur appartenance au “camp occidental” et au “monde libre”. Mais c’est sans doute beaucoup leur demander.

Dans cette incohérence généralisée, la France est un véritable cas d’école. Une certaine droite – ou extrême-droite, comme on voudra – y critique volontiers les interventions à l’étranger, mais de manière sélective. Le Rassemblement national, par exemple, dénonce l’ingérence française en Syrie, mais il approuve la répression israélienne contre les Palestiniens. Le droit des peuples à disposer d’eux-mêmes serait-il à géométrie variable ? En fait, ce parti fait exactement l’inverse de ce que fait une prétendue gauche, qui soutient les Palestiniens – en paroles – et approuve l’intervention occidentale contre Damas, trouvant même qu’on n’en fait pas assez et qu’il faudrait bombarder ce pays plus sévèrement. Le drame, c’est que ces deux incohérences jumelles – et en miroir – aveuglent le peuple français. On mesure cet aveuglement au résultat, lorsqu’on voit des gauchistes souhaiter le renversement d’un Etat laïc par des mercenaires de la CIA (au nom de la démocratie et des droits de l’homme), et des nationalistes soutenir l’occupation et la répression sionistes en Palestine (au nom de la lutte contre le terrorisme et l’islamisme radical).

Il est vrai que ce chassé-croisé entre pseudo-patriotes et pseudo-progressistes a aussi une dimension historique. Il charrie à sa façon l’héritage empoisonné des temps coloniaux. Ainsi la droite nationaliste critique le néocolonialisme occidental en Syrie, mais elle trouve insupportable qu’on évoque les crimes coloniaux commis par la France dans le passé en Indochine, en Algérie ou à Madagascar. On suppose que ce n’est pas volontaire, mais la gauche universaliste contemporaine – au nom des droits de l’homme – fait exactement l’inverse : elle fait le procès du vieux colonialisme façon “Algérie française” mais elle approuve l’intervention néocoloniale en Syrie contre un Etat souverain qui a arraché son indépendance à l’occupant français en 1946. Bref, la droite aime follement le colonialisme au passé, la gauche l’aime passionnément au présent. La boucle est bouclée, et en définitive tout le monde est d’accord. Principale victime : la lucidité collective.

La France est l’un des rares pays où un colonialisme en cache un autre, le vieux, celui qui plonge ses racines dans l’idéologie pseudo-civilisatrice de l’homme blanc, se trouvant comme régénéré par le sang neuf du bellicisme droit-de-l’homme. Ce néocolonialisme, à

son tour, est un peu comme l'ancien colonialisme "mis à la portée des caniches", pour paraphraser Céline. Il veut nous faire pleurer avant de lancer les missiles. En tout cas, la connivence implicite entre les colonialistes de tous poils - les vieux et les jeunes, les archéo et les néo - est l'une des raisons de l'errance française sur la scène internationale depuis qu'elle a rompu avec une double tradition, gaulliste et communiste, qui lui a souvent permis - non sans errements - de balayer devant sa porte : la première par conviction anticolonialiste, la seconde par intelligence politique. Un jour viendra sans doute où on dira, pour faire la synthèse, que si la France a semé le chaos en Libye, en Syrie et au Yémen, au fond, c'était pour "partager sa culture ", comme l'a affirmé François Fillon à propos de la colonisation française des siècles passés. Au pays des droits de l'homme, tout est possible, et même prendre des vessies pour des lanternes.

Bruno Guigue

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Bruno Guigue](http://Bruno.Guigue), Mondialisation.ca, 2018

Articles Par : **[Bruno Guigue](#)**

A propos :

Ancien élève de l'Ecole normale supérieure et de l'Ecole nationale d'administration, Bruno Guigue est un ex-haut fonctionnaire français. Chercheur en philosophie politique et analyste politique, il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont « Aux origines du conflit israélo-arabe, L'invisible remords de l'Occident », « Faut-il brûler Lénine ? » et « Les Raisons de l'esclavage », publiés chez L'Harmattan. Chroniqueur de politique internationale, il a publié des centaines d'articles diffusés en huit langues par plusieurs dizaines de sites d'information indépendants.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

